ASSEMBLÉE NATIONALE

28 octobre 2017

PLF POUR 2018 - (N° 235)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° II-413

présenté par

M. Lagleize, M. Barrot, M. Bolo, Mme Deprez-Audebert, M. Mathiasin, M. Ramos, M. Turquois
et les membres du groupe du Mouvement Démocrate et apparentés

ARTICLE 52**Mission « Cohésion des territoires »**

Rédiger ainsi les alinéas 32 à 34 :

1° Au 1° du I de l'article L. 542-2, après la référence : « L. 615-10 du même code ; », sont insérés les mots : « l'allocation est due à hauteur de 75 % pour les prêts permettant d'accéder à la propriété de l'habitation qui sont signés à compter du 1^{er} janvier 2018, puis à 50 % à partir du 1^{er} juillet 2018 et enfin à 25 % à partir du 1^{er} octobre 2018 ; l'allocation n'est pas due pour les prêts permettant d'accéder à la propriété de l'habitation qui sont signés à compter du 1^{er} janvier 2019 ; »

2° Le premier alinéa de l'article L. 831-1 est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« Le présent alinéa est applicable à hauteur de 75 % pour les prêts permettant d'accéder à la propriété de l'habitation qui sont signés à compter du 1^{er} janvier 2018, puis à 50 % à partir du 1^{er} juillet 2018 et enfin à 25 % à partir du 1^{er} octobre 2018. Il n'est pas applicable aux prêts signés à compter du 1^{er} janvier 2019 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les alinéas 31 à 34 du projet de loi de finances pour 2018 portent extinction du bénéfice de l'APL pour les accédants à la propriété à compter du 1^{er} janvier 2018.

Développer l'accès à la propriété et accompagner les occupants des logements HLM qui le souhaitent vers l'accession à la propriété est l'une des priorités de la Stratégie « Logement » du Gouvernement.

Or, il se trouve que le dispositif d'APL pour les accédants à la propriété rend solvables de nombreuses familles qui, sans celui-ci, ne pourront plus accéder à la propriété et resteront dans le logement social. En effet, l'APL pour les accédants à la propriété permet de réduire, à un niveau compatible avec leurs ressources, la charge des mensualités versées pour accéder à la propriété de l'habitation.

Il est donc proposé de prévoir une sortie progressive du dispositif de l'APL accession afin d'une part d'aider les accédants à la propriété à se préparer à cet arrêt programmé et d'autre part à proroger le dispositif jusqu'au prochain projet de loi logement, présenté l'année prochaine, qui pourra contenir un mécanisme alternatif destiné à aider les ménages modestes à devenir propriétaires.